



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Crashes du 737 MAX**

**Les plaintes d'actionnaires contre Boeing sont recevables**

La justice américaine a estimé que les actionnaires de Boeing avaient raison de... • (Page 08)

**Industrie**

**Les farines animales font leur retour**

Héritage de la crise de la vache folle, l'interdiction européenne de nourrir porcs et poulets avec des... • (Page 8)

**Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA) • (Page 03)**

**Le port sec et le parking opérationnels**



**Dialogue social • (Page 04)**

**Des mesures pour les secteurs de la santé et de l'éducation**

**Togo / Covid-19**

**Séance d'échanges entre les acteurs impliqués dans la lutte**

Une réunion avec les différents acteurs impliqués dans la riposte contre le Covid-19 au... • (Page 02)

**Assemblée nationale**

**La deuxième session ordinaire de l'année ouverte**

L'Assemblée nationale a procédé le 7 septembre dernier, à l'ouverture solennelle de la deuxième session... • (Page 04)

**BAD**

**Solomon Mugera nommé Directeur de la communication**

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a annoncé, mercredi 08 septembre 2021... • (Page 06)

**Economie maritime**

**Le port de pêche de Lomé fait peau neuve**

De la production de glace au service comptable et administratif en passant par le... • (Page 11)



**Cours des devises offert par**

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	555,000	5,060	762,750	608,250	439,500	85,500	150,500
Vente	655,957	562,000	5,120	769,750	614,250	446,500	87,000	153,500

## Togo / Covid-19

## Séance d'échanges entre les acteurs impliqués dans la lutte

Une réunion avec les différents acteurs impliqués dans la riposte contre le Covid-19 au Togo s'est tenue, mardi 07 septembre 2021 à Lomé, pour un point de situation.

● Vivien ATAKPABEM

Avec près de 5000 cas actuellement actifs et en constante augmentation, l'heure est à la prise de décisions courageuses pour éviter le pire. Face à cette situation alarmante, le Premier Ministre, Victoire Tomégah-Dogbé a présidé à la Primature, une réunion avec les acteurs impliqués dans la gestion de la riposte pour partager la situation avec eux et penser aux mesures fortes à prendre pour freiner l'évolution de la pandémie. Cette réunion inclusive a rassemblé autour de Mme le Premier Ministre, des membres du Gouvernement, du Conseil scientifique, des préfets, maires, leaders religieux, chefs traditionnels et forces de l'ordre et de sécurité. Objectif, présenter la situation de la pandémie à la Covid-19 au Togo. « Ce que nous constatons, c'est qu'il y a une multiplication par quatre du nombre de cas actifs avec plus de 5 mille malades. Le nombre de décès ne fait qu'augmenter, en juin nous avons eu 4 décès, en juillet 22 décès et en août 33 décès. Nous avons enregistré pratiquement plus du tiers des décès entre juillet et août. Donc la situation actuelle sur le plan épidémiologique est grave, elle est préoccupante, elle est d'une extrême gravité parce que nous avons actuellement la saturation



de toutes les structures de santé. Toutes les mesures ont été proposées, des mesures les plus fortes aux mesures générales pour pouvoir contrôler très vite cette situation qui devient un peu alarmante. », a dit Prof Didier Koumavi Ekouévi, président du Conseil scientifique. Il s'agira selon lui, des mesures que le Gouvernement devra prendre et qui doivent durer entre deux et trois semaines pour avoir une cassure de la courbe épidémique pour faire diminuer le nombre de cas observé actuellement et booster aussi la campagne de vaccination en cours dans le pays. Préfets, maires, leaders religieux et chefs traditionnels marquent leur adhésion aux mesures qui seront prises pour le bien de tous. Ils s'engagent à poursuivre les sensibilisations pour amener les populations à respecter les mesures barrières et à se faire vacciner. « Nous voudrions également préciser que l'heure est grave et

inquiétante. Nous les chefs traditionnels, nous sommes interpellés pour redoubler d'ardeur dans nos actions de sensibilisation après cette réunion. Nous avons proposé une série d'activités que nous allons mener en vue de sensibiliser nos concitoyens d'abord au respect des mesures barrières et surtout, les inviter à aller se faire vacciner. Nous avons compris que c'est par la vaccination que nous pouvons réduire la contamination et les chefs traditionnels doivent se mettre en rang de bataille pour que la sensibilisation à l'endroit de nos populations soit pédagogique pour la prise de conscience de nos populations pour aller se faire vacciner et également respecter les mesures barrières. », a confié Togbui Dzidzoli Mawuto Detu X, chef de canton d'Aflao-Gakli et président des chefs traditionnels de la préfecture du Golfe et de la Région Maritime.



## AUX DECIDEURS...

## Afrique, FMI, réaffecter les DTS

Le Fonds monétaire international (FMI) a injecté 650 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS) dans l'économie mondiale. Elle les a répartis entre ses États membres, qui pourront alors décider eux-mêmes de la manière dont ils souhaitent utiliser leurs DTS.

Cette injection, qui a lieu le 23 août 2021, représente plus du double du nombre total de droits de tirage spéciaux que le FMI n'a jamais émis et équivaut à environ 5 % du total des réserves mondiales.

Le FMI a réparti les DTS entre ses États membres en fonction de leurs quotas, qui sont déterminés par la taille de l'économie d'un pays et son rôle dans l'économie mondiale. Par conséquent, environ 60% de ces fonds sont allés aux pays riches qui n'en ont pas besoin.

Les pays africains ont reçu 33,6 milliards de dollars, la part du lion revenant aux cinq plus grandes économies du continent – Afrique du Sud, Nigéria, Algérie, Maroc et Égypte.

Le FMI et de nombreux pays reconnaissent que cette répartition de la nouvelle ressource est à la fois inéquitable et inefficace. Ils parlent de créer un mécanisme pour réaffecter une partie des fonds ( un montant de 100 milliards de dollars est mentionné) vers les pays en développement. Si elle est effectuée efficacement, la réaffectation pourrait aider les pays africains à faire face au COVID-19, au changement climatique et à leurs nombreux autres défis économiques et sociaux.

C'est aussi l'occasion pour les pays africains de commencer à réformer leurs relations avec le FMI. Mais cela les obligera à prendre l'initiative de s'assurer que le mécanisme de réallocation réponde pleinement aux besoins africains et est responsable envers les Africains.

La récente émission de droits de tirage spéciaux est l'occasion pour le FMI de regagner une partie de son influence perdue dans la gouvernance économique mondiale. Il travaille avec ses membres pour créer un mécanisme par lequel les pays riches peuvent réaffecter une partie substantielle de leurs droits de tirage spéciaux pour aider les pays les plus pauvres.

Jusqu'à présent, ces discussions se sont concentrées sur un fonds fiduciaire du FMI existant, mais controversé, le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance. Le FMI a historiquement utilisé le fonds pour fournir des financements concessionnels aux pays à faible revenu en échange de l'adoption de politiques sévères, notamment en augmentant les impôts et en réduisant les dépenses sociales.

Il est donc également question de créer un nouveau mécanisme, le Resilience and Sustainability Trust. Mais cela prendrait du temps et dépendrait de l'issue de négociations complexes et imprévisibles entre les États membres du FMI.

Le temps, cependant, est de l'essence. Ni le FMI ni les pays en développement ne peuvent se permettre d'attendre trop longtemps que les droits de tirage spéciaux réaffectés commencent à circuler et soient utilisés efficacement pour aider ceux qui en ont le plus besoin.

Cela crée une opportunité pour l'Afrique de travailler avec le FMI pour s'assurer que le mécanisme de réallocation réponde le plus possible aux besoins de l'Afrique.

L'Afrique devrait appeler à des réformes qui rendront le Trust pour la réduction de la pauvreté et la croissance plus réactif aux besoins africains et plus responsable envers les Africains. En particulier, le FMI devrait prendre les trois mesures suivantes.

Le FMI devrait suivre l'exemple de toutes les autres institutions financières internationales et rédiger et publier des politiques opérationnelles applicables à l'utilisation de toutes les ressources du FMI, y compris les droits de tirage spéciaux. Cela devient de plus en plus nécessaire alors que le FMI commence à ajouter de nouveaux sujets importants mais complexes tels que le climat, les inégalités et la budgétisation sexospécifique à ses domaines d'intérêt et d'opération.

Le FMI devrait établir un ombudsman indépendant qui peut recevoir et enquêter sur les plaintes des parties prenantes qui prétendent que le FMI n'a pas agi en pleine conformité avec ses propres politiques et procédures et qu'elles ont subi un préjudice en conséquence.

KPATIDE Komlan

## Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

## Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA)

## Le port sec et le parking opérationnels

Le port sec et le parking à camions de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) sont opérationnels depuis le 31 Août 2021.

• Bernard AFAWOUBO

Destinée à la promotion des chaînes à haute valeur ajoutée dans les secteurs agro-industriels, logistique, automobile, pharmaceutique, cosmétique, emballage et recyclage, la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PAI) rend opérationnel, deux infrastructures modernes. Il s'agit du port sec et le parking à camions. D'une superficie de 12 hectares, le port sec accueille depuis le 1er Août dernier des conteneurs. Ce port sec a la capacité de recevoir jusqu'à 12500 conteneurs "Equivalent 20 pieds (EVP)". Il est doté d'un équipement de dernière génération comprenant notamment des matériels de manutention et un système de gestion des terminaux. Ce port sec com-

prend également une zone dédiée aux frigos avec des points de connexion, une zone aménagée spécialement pour le stockage des équipements ultra-modernes et une aire moderne de dépotage et d'empotage de 1,75 hectare. Pour offrir des services de qualité aux entreprises, le terminal a été testé pour s'assurer de la densité de son yard et optimiser le processus de stockage des conteneurs avant son opérationnalisation ce 31 août 2021. Le dispositif sécuritaire est à la hauteur des installations, avec un système d'accès au site automatisé, de contrôle visuel à partir des caméras CCTV, un scanner et des équipes de sécurité. Il faut préciser que le port sec et franc sera le seul de livraison, de stockage et d'accomplissement des formalités douanières à

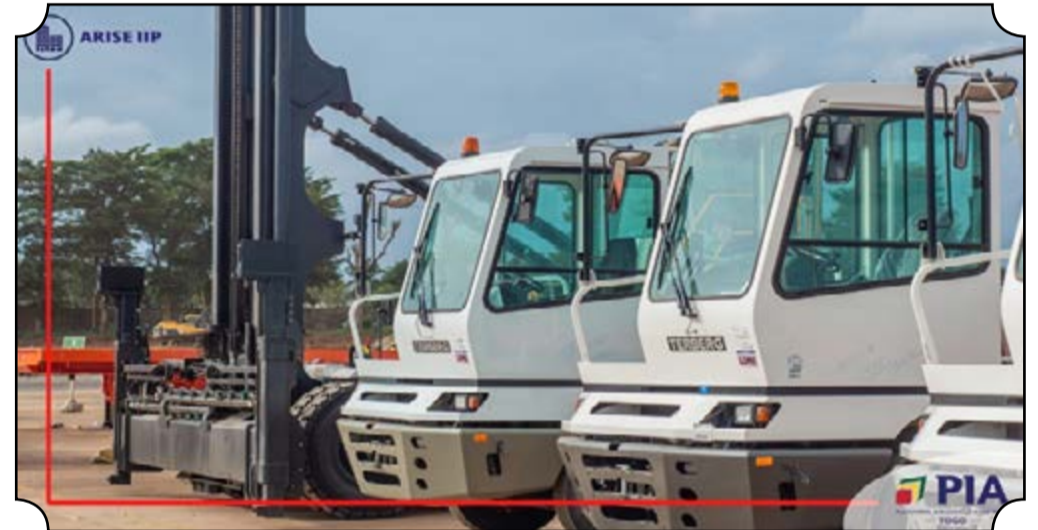


l'importation et à l'exportation des marchandises sous régime douanier suspensif, celles sous magasins et aires de dédouanement en transit ou en provenance des pays frontaliers aux fins de leurs exportations par voie maritime. Soulignons que les installations des équipements se poursuivent, et d'ici octobre prochain les activités connaî-

tront leur vitesse de croisière avec un lancement officiel. En ce qui concerne le Parking à camion, il est aussi opérationnel et accueille déjà des camions à destination des pays de l'hinterland. Ce dispositif permettra à termes de décongestionner le Port autonome de Lomé et de rendre moins encombrante la circulation dans la ville. Ce parking qui

a une capacité de plus de 500 camions, a déjà enregistré plus de 2000 camions depuis l'inauguration de la PIA. Il offre beaucoup de facilités aux conducteurs qui voient déjà leurs conditions de travail s'améliorer significativement. A en croire Kodjo Kpadenou de la Fatière patronale togolaise des transporteurs routiers, la PIA est

un atout pour le développement de notre secteur. Il n'y a pas que les transporteurs togolais, le port de Lomé dessert également les transporteurs du Burkina, du Niger et du Mali. La plateforme est un atout pour tout le monde en termes de fluidité du transport, de rapidité des opérations et d'amélioration des rotations. La Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), fruit d'un partenariat entre l'Etat togolais et la société ARISE IIP, est dotée d'un régime fiscal avantageux qui offre des conditions optimales de compétitivité aux investisseurs. Pour rappel, la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) a été inauguré par le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé le 6 juin dernier.



## Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.  
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: \*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. \*\*Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. \*\*\* Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. \*\*\*\* Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

## Dialogue social

## Des mesures pour les secteurs de la santé et de l'éducation

Le Conseil national du dialogue social (CNDS) a tenu mardi 07 septembre 2021 à Lomé une session spéciale. Objectif, examiner de manière globale la situation dans les secteurs de la santé et de l'éducation, et échanger sur les préoccupations des organisations syndicales des travailleurs. A l'issue des travaux, plusieurs mesures et dispositions ont été prises par le Gouvernement, en faveur des acteurs de ces différents secteurs, apprend-on de source officielle

• Junior AREDOLA

Le gouvernement togolais annonce des mesures pour les secteurs de la santé et de l'éducation. Proclamation des résultats du dernier concours de recrutement du personnel médical, paramédical et administratif. Pour rappel, 698 postes avaient été ouverts. Parallèlement, des discussions vont se poursuivre "avec le collectif des syndicats de la santé afin de répondre aux besoins prioritaires en personnels et de résorber de manière progressive le déficit en personnel soignant". D'autres concertations, entre les ministres chargés des finances et de la santé et des structures concernées par la gestion de la Covid-19 (CNG), auront également lieu, en vue de résoudre les questions liées aux traitements des personnels et la mise en place d'un nouveau dispositif. Le Gouvernement s'est en outre engagé à accélérer les démarches pour l'équipement des CHU en scanners (via une approche partenariat public-privé), les préoccupations des personnels contractuels, la mise en place d'une fonction publique hospitalière, ou encore les arriérés de l'Etat dans le cadre de sa contribution aux hôpitaux publics. Les dispositifs de prise en charge des victimes du Covid-19 seront eux aussi revus et améliorés



• Le Ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social, Gilbert Bawara.

au CHR Lomé-Commune et aux deux CHU de Lomé, en attendant la mise en service des neuf entités de prises en charge, actuellement en construction. Dans le secteur de l'éducation, où la rentrée scolaire 2021-2022 est imminente, les résultats du dernier concours de recrutement de fonctionnaires enseignants et de conseillers d'orientation seront dévoilés dans les prochains jours, "afin de permettre l'imprégnation et la formation sommaire des admissibles avant leur affectation et déploiement", s'est engagé l'exécutif. Les questions liées aux traitements des acteurs du secteur (remboursement des prélèvements opérés sur les émoluments des enseignants auxiliaires par la CNSS, et primes spéciales ou ponctuelles) ont été abordées et actées. D'autres préoccupations exprimées par les organisations syndicales des travailleurs, seront prises en compte, comme

l'accélération de la réforme de la Caisse de Retraites du Togo et la rénovation de la CNDS. Le Gouvernement a toutefois saisi l'occasion de ces assises pour déplorer "les comportements indelicats" de plusieurs acteurs du secteur (absentéisme, manque d'assiduité, faible qualité de l'accueil et des services dans les hôpitaux et centres de santé, non-respect de la déontologie et des règles éthiques). Aussi, a-t-il demandé "instamment à tous les fonctionnaires et agents de l'Etat, à tous les niveaux de responsabilité, de faire preuve de plus d'engagement, de rigueur et de dévouement pour répondre aux attentes des usagers". Pour rappel, le CNDS est un organe rattaché au ministère du travail et de la fonction publique, qui comprend des représentants gouvernementaux et les partenaires sociaux.

## Education

## Le Togo rallie la déclaration de l'ONU sur la sécurité des écoles

Le Togo vient de rejoindre la déclaration des Nations-Unies sur la sécurité des écoles (Safe Schools Déclaration, SSD). L'information a été diffusée par la Mission de la Norvège aux Nations-Unies.

L'adhésion à cet accord devrait permettre au pays ouest africain, de multiplier des initiatives en faveur de la protection et du maintien de l'éducation en cas de conflit armé, apprend-on. Le pays s'engage ainsi à mener une politique de promotion et de garantie d'accès à l'éducation de tous les acteurs, notamment enseignants, élèves, étu-

diants, chercheurs, en zone de conflit. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette déclaration, le Togo prendra part aux côtés de 110 autres Etats à la conférence internationale annuelle prévue les 24 et 25 octobre prochains à Abuja au Nigéria. Notons que l'accès à l'éducation de tous les enfants constitue une priorité pour le gouvernement togolais qui entre-

prend déjà plusieurs initiatives notamment la gratuité de l'école primaire depuis 2008, la prise en charge par l'Etat des frais d'inscription aux différents examens, le programme cantine scolaire et récemment la suspension des frais de scolarité dans les collèges et lycées pour le compte de la prochaine année scolaire.

Avec Togo First

## Assemblée nationale

## La deuxième session ordinaire de l'année ouverte

L'Assemblée nationale a procédé le 7 septembre dernier, à l'ouverture solennelle de la deuxième session ordinaire de l'année 2021, conformément aux dispositions de l'article 55 alinéa 3 de la Constitution.

• Eyram AKAKPO

La cérémonie d'ouverture a été présidée par la 2e Vice-présidente du parlement, Ibrahima Mémounatou, en présence du ministre chargé des relations avec les institutions de la République, Christian Trimua, ainsi que d'autres personnalités. Ce retour à l'hémicycle permettra aux députés de la VIème législature de se pencher sur les projets de lois prioritaires. « Je ne doute point que, durant cette nouvelle session, nous allons ensemble poursuivre et renforcer cette collaboration institutionnelle en vue de l'atteinte des objectifs communs. Cette session s'ouvre dans un contexte mondial où tous les pays luttent contre la vague la plus grave du Corona virus que nous ayons connu jusqu'ici. Les gouvernants, de par le monde, s'activent intensément pour contenir des prorogations exponentielles. Les parlements de leur côté continuent de contrôler les mesures d'exception prises et d'évaluer la gestion gouvernementale de la crise sanitaire », a déclaré Ibrahima Mémounatou. Pour la 2ème vice-présidente, les parlementaires « se réjouissent donc des nouvelles disposi-



tions sociales prises notamment la gratuité des frais d'inscription et de scolarité dans les écoles publiques à travers tout le pays pour l'année scolaire 2021-2022 et la prise en charge de la tranche sociale des factures d'eau et d'électricité pour le mois d'août 2021. La Représentation nationale s'honore de la mise en place de toutes ces mesures qui confortent, aujourd'hui, la marche de notre pays vers la noble vision d'inclusion sociale et de développement durable. » « L'ordre du jour de notre session, dite budgétaire, appelle à notre sens élevé de sincérité et de responsabilité. Il sera principalement marqué par l'examen et le vote de

la loi de finances, exercice 2022. Il nous faut explorer des pistes pour doter notre pays d'un budget visant prioritairement à lutter contre la COVID tout en soutenant la relance de l'économie et la création de plus d'emplois, gage de la prospérité pour les Togolaises et les Togolais. L'objectif est à la fois de répondre aux besoins urgents d'aujourd'hui et de bâtir la cité à long terme », a-t-elle ajouté. Ibrahima Mémounatou, a dans son discours, invité les députés à œuvrer davantage pour relever la performance de la production législative. Il faut noter que cette deuxième session ordinaire de l'année 2021 va durer quatre mois.

## Insertion professionnelle des jeunes

## Création d'un collège communautaire

Le Togo va accueillir la phase pilote du projet de collèges communautaires de l'Uemoa, qui vise à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes à travers des cursus de formations professionnelles adaptés aux besoins des communautés. Les travaux de validation du document technique du projet sous-régional ont été lancés ce 8 septembre à Lomé.

Ces travaux, prévus pour durer quatre jours, vont permettre aux experts régionaux de valider le cadre juridique devant faciliter l'opérationnalisation de l'initiative et d'élaborer une liste de métiers pour la phase d'expérimentation qui sera menée au Centre régional de l'enseignement technique et de la formation professionnelle de la région maritime. « La différence entre le collège communautaire et les autres établissements de formation professionnelle est qu'au sein des collèges communautaires, il y a une flexibilité des offres de formations qui sont modulées



en fonction des besoins de la communauté", a indiqué Sow Essoyobawè, coordonnateur de l'entité nationale de mutualisation. Par ailleurs, ce projet est en cohérence avec la politique éducative menée ces dernières années par le

gouvernement togolais à travers l'Agence Education et Développement (AED). En rappel, c'est cette entité qui a en charge la construction et la gestion des Instituts de Formation en Alternance pour le Développement (IFAD).

Avec Togo First

## Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

	2015	2016	2017
Indicateurs du commerce extérieur			
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO  
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT  
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO  
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT  
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

## APPEL DE CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DE JEUNES DIPLOMES

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), bras financier de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est une institution financière internationale appartenant aux 15 Etats membres de la CEDEAO que sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Son siège est à Lomé en République Togolaise.

La BIDC s'est assignée pour mission de contribuer à la création des conditions permettant l'éclosion d'une Afrique de l'Ouest économiquement forte, industrialisée, prospère et parfaitement intégrée tant au plan interne que par rapport au système économique mondial, afin de profiter des opportunités offertes par la mondialisation. Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de jeunes diplômés, la BIDC souhaite recruter des jeunes diplômés des universités et grandes écoles de la sous-région ouest africaine et de la diaspora.

### Présentation du programme

Le programme de recrutement de jeunes diplômés vise des jeunes diplômés de haut niveau âgés de moins de trente (30) ans lors du recrutement. Les candidats sélectionnés seront nommés jeunes cadres en formation à la Banque pour un contrat à durée déterminée (CDD) de deux (2) ans. Ils devront passer une période d'essai de six (6) mois pendant laquelle les parties peuvent rompre leur engagement sans préavis, et s'ils donnent satisfaction pendant les deux ans de contrat à durée déterminée (CDD), leurs nominations seront transformées en contrat à durée indéterminée, c'est-à-dire qu'ils deviennent membres du personnel permanent.

Pendant la période de contrat à durée déterminée (CDD), ils seront affectés de manière rotative dans les divers départements de manière à comprendre leur fonctionnement et à intégrer une équipe au sein de laquelle ils apporteront des contributions judicieuses. En outre, ils relèveront de cadres supérieurs et se familiariseront avec les divers départements, politiques et programmes de développement de la Banque.

### Conditions d'éligibilité

Peuvent postuler à ce programme, les candidats ressortissants des pays membres de la CEDEAO remplissant les conditions suivantes :

- être âgé de 30 ans au plus lors du recrutement ;
- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures de type bac +5 (MASTER, DESS) ou un diplôme équivalent en adéquation avec les opérations de la Banque, notamment les opérations du secteur privé, les opérations du secteur public, les infrastructures, la gestion des risques, la gestion actif/passif, les finances, l'audit, les conseils juridiques, la communication et le marketing, les services linguistiques, ou dans tout autre domaine d'études pertinent pour les opérations de la Banque;
- être apte à travailler en équipe et sous pression dans un contexte multiculturel ;
- avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse, sens de l'organisation, de planification et de fixation de priorités ;
- disposer d'une bonne maîtrise des techniques de recherche d'informations pertinentes (analyses bancaires, statistiques, suivi des tendances concurrentielles, etc.), en provenance de sources externes, principalement électroniques et autres médias reconnus sur le plan professionnel;
- avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques (Excel, Word, Access et Power Point) ;
- disposer d'une excellente capacité à communiquer en français et/ou anglais et/ou portugais, et une bonne connaissance d'une des deux autres langues).

### Conditions de service

Conformément aux dispositions qui régissent le programme, les jeunes diplômés sont affectés dans des départements pour répondre à des besoins précis et ne sont pas recrutés pour pourvoir des postes vacants. Ils sont toutefois considérés comme des fonctionnaires de la banque pour la durée de leur nomination et jouissent des conditions de services correspondant au grade P1-1 de la grille de classification et de rémunération de la Banque.

Au salaire correspondant à ce grade, viendront s'ajouter des indemnités diverses (ajustement de poste, indemnités de logement et de transport, allocations familiales le cas échéant). En outre, les jeunes diplômés seront affiliés à la caisse de retraite de la Banque et bénéficieront pendant la période de leur nomination de la couverture d'une assurance groupe couvrant les risques suivants : décès et invalidité permanente, totale et définitive, incapacité temporaire de travail, invalidité permanente partielle, maladie, individuelle accidents.

### Procédure et critères de recrutement

Les candidats présélectionnés sur dossier seront convoqués pour subir des épreuves écrites et orales au siège de la Banque à Lomé. Les tests et interviews de recrutement devront permettre d'évaluer entre autres :

- les connaissances techniques,
- le potentiel des candidats,
- la personnalité et degré de motivation,
- la maîtrise de l'outil informatique,
- les connaissances linguistiques et aptitudes rédactionnelles dans deux (2) au moins des trois (3) langues de travail de la Banque.

### Composition du dossier de candidature

Les candidats intéressés et remplissant les conditions ci-dessus sont invités à envoyer à la Banque leur dossier de candidature comportant les documents ci-après :

- un curriculum vitae détaillé,
- les copies des diplômes,
- une copie de la carte d'identité ou du passeport,
- une copie d'acte de naissance.
- une lettre de motivation donnant les raisons de la demande de participation au programme, le ou les domaines techniques d'intérêt avec les raisons, les expériences pertinentes et les perspectives de carrière.

Les candidats intéressés doivent soumettre, au plus tard le **29 octobre 2021**, leurs dossiers de candidature en version papier dans une enveloppe scellée portant la mention « **Programme de recrutement de jeunes professionnels – 2022** » et adressée à :

**BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO (BIDC)**

128, Boulevard du 13 janvier, B.P. 2704, Lomé – Togo.

Tél : +228 22 21 68 64

N.B. : Seuls les candidats présélectionnés seront invités à un entretien. La BIDC se réserve le droit de retirer les postes vacants notifiés ou d'offrir un poste à un grade inférieur.

## BAD

## Solomon Mugeru nommé Directeur de la communication

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a annoncé, mercredi 08 septembre 2021, la nomination de Solomon Mugeru au poste de directeur de la communication et des relations extérieures, à compter du 1er octobre 2021.



• Nicole ESSO

M. Mugeru, un ressortissant kenyan, apporte une vaste expérience à ce poste. Il est un journaliste et gestionnaire de médias chevronné avec plus de 20 ans d'expertise à l'échelle internationale. En tant que chef du journalisme pour la British Broadcasting Corporation (BBC) Africa, M. Mugeru a présidé la plus grande expansion de la BBC sur le continent africain depuis les années 1940, aidant la société à atteindre une audience hebdomadaire de plus de 100 millions de personnes dans 12 langues sur radio, télévision, médias numériques et sociaux. Avec un budget annuel de 42 millions de dollars, M. Mugeru a géré une équipe de 600 employés au Royaume-Uni et à travers l'Afrique. Il possède une vaste expérience dans la direction d'opérations multimédias et d'excellents antécédents en matière de direction éditoriale, de communication, de gestion budgétaire et de sensibilisation des parties prenantes. Il a de bonnes connaissances en gestion du changement et en formation aux médias. Ainsi qu'une compréhension claire de l'actualité internationale et de l'actualité, du

marché des médias africains et de l'impact de la technologie numérique. M. Mugeru a rejoint la BBC en septembre 1998 et a travaillé avec divers départements de la société. Il a été nommé rédacteur en chef du service BBC Swahili en 2006. Cinq ans plus tard, il est devenu le premier Africain à diriger la région africaine du BBC World Service. En septembre 2015, il a été promu au poste de Senior Leader. Avant de rejoindre la BBC, M. Mugeru a travaillé pour la Kenya Broadcasting Corporation et le Kenya Television Network, une entreprise privée. En tant que directeur de la communication et des relations extérieures, M. Mugeru contribuera à renforcer le soutien financier et politique du Groupe de la Banque africaine de développement et à renforcer le rôle du Groupe en tant que leader d'opinion mondial sur les défis de développement les plus urgents de l'Afrique. Il gèrera les communications d'entreprise et les relations extérieures avec les principales parties prenantes, notamment les médias, la société civile, les fondations, le secteur privé, les pays africains et les organisations internationales. M. Mugeru sera également responsable de la communication interne et de

l'engagement avec le personnel du Groupe de la Banque. Il dirigera la messagerie du Groupe de la Banque et les relations médiatiques stratégiques mondiales. Commentant sa nomination, M. Mugeru a déclaré : « C'est un honneur de travailler pour le Groupe de la Banque africaine de développement et de soutenir sa vision pour le continent. C'est une institution qui dirige les efforts de l'Afrique pour se transformer et faire une réelle différence dans la vie de millions de ses habitants. La Banque a le talent, l'expertise, les connaissances et l'histoire qui doivent être racontées à travers l'Afrique et à un public mondial. » Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, le Dr Akinwumi A. Adesina a déclaré : « Le Groupe de la Banque africaine de développement est au cœur du développement économique et social du continent. M. Mugeru soutiendra la vision du Groupe de la Banque et ses efforts de sensibilisation pour faire connaître les priorités, les activités et les réalisations de la Banque aux publics internes et externes. C'est un professionnel des médias très respecté et motivé, avec une solide expérience en journalisme et en leadership.

## Banque

## La BDM-SA félicitée par le ministre des Finances du Mali

Au Mali, le ministre de l'Economie et des Finances, Allouséni Sanou, a officiellement félicité le 12 août 2021, le directoire de la Banque de développement du Mali (BDM-SA) pour l'obtention de son tout dernier trophée. Il s'agit du prix de « Meilleure banque régionale en Afrique de l'ouest 2021 », qui a été décerné à la banque lors de la dernière cérémonie des African Banker Awards tenue en juin 2021.

C'est la deuxième fois que la BDM-SA s'adjuge cette récompense aux résultats dans un environnement concurrentiel où les banques de 16 pays se disputent le marché des ressources et des emplois », a souligné Bréhima Amadou Haidara, l'administrateur général de la BDM-SA. Par ailleurs, la banque a saisi l'occasion pour présenter au ministre des Finances, « les lauréats de la promotion

2021 de l'Institut technique de banque (ITB) de France ». La particularité cette année reste le classement des candidats maliens qui ont tristé les toutes premières places, avec deux Maliennes aux rangs de major (17,73 de moyenne) et deuxième (17,20) et un autre Malien à la 4e place (16,87 de moyenne). Tous les trois ont eu la mention « Très Bien » et sont des cadres de la Banque de développement du Mali. Il y a donc un motif de satisfac-

tion à tous les niveaux, les lauréats, leurs familles, la BDM, le secteur bancaire et le Mali selon les mots des responsables de la BDM SA. Il s'agit, dit-il, d'une première pour les candidats maliens dans le cadre de la formation ITB. Notons que la délégation de la BDM-SA a été conduite par son président du conseil d'administration, Ahmed Mohamed Ag Hamani.

Avec [financialafrik.com](http://financialafrik.com)

## Guinée-Bissau

## 14,491 milliards de FCFA d'ODR levés sur le marché financier de l'UMOA

L'Etat de Guinée-Bissau, par le biais de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique a levé ce 7 septembre 2021 sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) un montant de 14,491 milliards de FCFA (21,737 millions d'euros) au terme de son émission d'obligations de relance (ODR) du Trésor de maturité 5 et 7 ans organisée en partenariat avec l'Agence UMOA-Titres basée à Dakar.

L'émission des ODR qui est lancée par l'agence UMOA-Titres en collaboration avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), vise à permettre à l'émetteur de mobiliser l'épargne des personnes physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'Etat dans le cadre de ses plans de relance économique afin de contenir les effets de la pandémie COVID-19 et renouer avec les performances d'avant la crise sanitaire. Elle cible non seulement les investisseurs socialement responsables mais également les entreprises ou individus souhaitant soutenir les actions de relance économique entamée par les Etats de la zone de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Au terme de l'adjudication, l'agence UMOA-Titres a répertorié 81,145 milliards



de FCFA de soumissions globales provenant des investisseurs sur un montant mis en adjudication par l'émetteur de 15 milliards de FCFA. Ce qui donne un taux de couverture du montant mis en adjudication de 540,97%. Sur le montant global proposé par les investisseurs, le Trésor Public de Bissau-Guinéen en a retenu 14,491 milliards de FCFA et rejeté les 66,653 milliards de FCFA restants, soit un taux d'absorption de 17,86%. Le remboursement du capital des ODR

de maturité 5 ans se fera le premier jour ouvré suivant la date d'échéance fixée au 8 septembre 2026. Par contre, le paiement des intérêts se fera dès la fin de la première année à un taux de 6,10%. Concernant le capital des ODR de maturité 7 ans, son remboursement va avoir lieu le premier jour ouvré suivant la date d'échéance fixée au 8 septembre 2028 et le paiement des intérêts dès la fin de la première année à un taux de 6,40%.

Avec [financialafrik.com](http://financialafrik.com)

## Fintech

## Wave a annoncé la plus importante levée africaine de fonds de série A en 10 ans

L'univers africain du capital risque a enregistré un record de financements en vue du développement d'entreprises depuis 2011. Avec ses 200 millions \$ annoncés, Wave se classe en tête, loin devant Jumia qui dominait le classement depuis 2012.

La fintech Wave active au Sénégal et récemment en Côte d'Ivoire fait l'actualité pour avoir mobilisé 200 millions \$ dans le cadre d'un financement dit de série A qui survient au moment de la première étape de développement d'entreprise, après avoir achevé sa phase de démarrage. Au total, 6 investisseurs ont participé à ce tour de financement, dont les fondateurs de l'entreprise. Il s'agit des Américains Drew Durbin et Lincoln Quirk. C'est à ce jour, la plus importante levée de fonds de cette catégorie signalée en Afrique depuis 2010, selon des données consultées par l'Agence Ecofin. C'est Jumia qui détenait le record de mobilisation de ressources financières pour le développement, avec un financement de 51 millions \$ annoncé le 1er janvier 2012. Il a fallu encore attendre 7 ans en juillet 2019, pour avoir une annonce de financement de démarrage de 50 millions \$ au profit de la fintech nigériane Opay. Au total, ce sont plus de 610 investisseurs qui ont apporté au moins 1,34 milliard \$ de financement de série A à

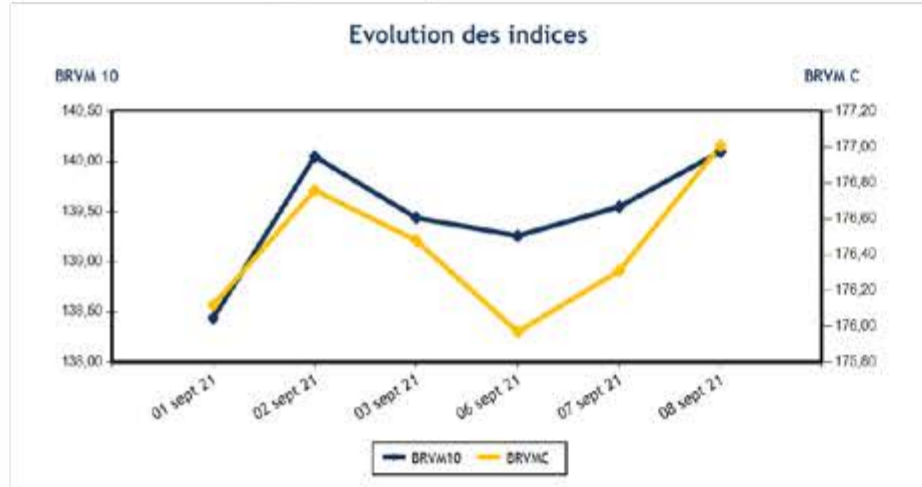


des entreprises africaines ou actives en Afrique depuis le 1er janvier 2011, selon des informations archivées par l'Agence Ecofin. Ce chiffre ne tient pas compte de plus de 75 transactions sur les 275 de la période, dont les montants n'ont pas été communiqués. 2021 s'annonce déjà pour être une année record. Depuis le 1er janvier, au moins 441,6 millions \$ de financements de série A ont été signalés au profit des entreprises de la région. La distance prise par Wave semble trouver une réponse dans la capacité de ses fondateurs à créer et développer des fintech à forte valeur ajoutée. Avant Wave, ils avaient déjà créé Sendwave, dont le modèle économique était de faciliter les transferts d'argent entre des pays d'Europe et d'Amérique, vers certains pays africains. En 2019, l'entreprise a été achetée

par World Remit, un acteur majeur du transfert d'argent dans le monde, pour 500 millions \$ en cash et actions. Cette nouvelle transaction est le signe de la confiance que les investisseurs ont en la capacité des fondateurs et l'équipe de management de Wave, de faire grandir davantage l'entreprise. Celle-ci est récemment arrivée sur le marché ivoirien, avec comme cible les particuliers, mais aussi les entreprises. Le marché des services financiers numériques dans la zone UEMOA est une sérieuse niche de croissance pour les investisseurs. Selon la BCEAO, la Banque centrale de cette sous-région, le nombre des comptes Mobile Money ouverts est passé de 25,5 millions en 2015 à 77 millions en 2019. Le nombre de transactions a été multiplié par 4 atteignant 2,6 milliards, et la valeur des transactions a aussi été multipliée par un peu plus de 4 pour atteindre les 28 738 milliards francs CFA sur la même période.

Avec [Agence Ecofin](http://Agence Ecofin)

<b>BRVM 10</b>	<b>140,10</b>	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 173 mercredi 8 septembre 2021 Site : www.brvm.org	<b>BRVM Composite</b>	<b>177,01</b>
Variation Jour	↑ 0,39 %		Variation Jour	↑ 0,40 %
Variation annuelle	↑ 7,04 %		Variation annuelle	↑ 21,77 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 327 182 801 951	0,40 %
Volume échangé (Actions & Droits)	249 265	21,08 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 371 843 922	288,87 %
Nombre de titres transigés	42	-2,33 %
Nombre de titres en hausse	16	6,67 %
Nombre de titres en baisse	16	0,00 %
Nombre de titres inchangés	10	-16,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 099 733 686 851	-0,22 %
Volume échangé	110 030	56 037,76 %
Valeur transigée (FCFA)	1 105 315 000	54 699,95 %
Nombre de titres transigés	2	0,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 775	7,44 %	-3,75 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	8 950	4,01 %	10,56 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 395	3,33 %	12,50 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 395	3,33 %	179,00 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	650	3,17 %	225,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	530	-5,36 %	130,43 %
SITAB CI (STBC)	3 540	-4,19 %	567,92 %
BOLLORE (SDSC)	2 300	-3,97 %	48,39 %
BERNABE CI (BNBC)	1 650	-3,51 %	175,00 %
SODE CI (SDCC)	4 200	-2,33 %	40,47 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	82,76	-0,28 %	128,30 %	23 140	497 562 815	20,34
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	445,44	0,22 %	8,52 %	55 827	736 520 570	7,87
BRVM - FINANCES	15	65,63	1,03 %	9,40 %	141 199	93 072 897	13,97
BRVM - TRANSPORT	2	557,69	-3,91 %	47,27 %	645	1 530 300	9,31
BRVM - AGRICULTURE	5	191,76	0,40 %	121,59 %	3 480	8 164 860	12,58
BRVM - DISTRIBUTION	7	327,59	0,17 %	44,68 %	23 364	33 944 080	19,74
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	802,02	-0,76 %	132,14 %	1 610	1 048 400	3,76
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,67	
Taux de rendement moyen du marché	6,71	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,63	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	250 215,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 447 778 492,78	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,61	
Ratio moyen de satisfaction	47,96	
Ratio moyen de tendance	1 839,09	
Ratio moyen de couverture	5,44	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	2,67	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

- Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
- Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
- Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
- Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

- Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
- PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
- Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
- Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
- Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 1 062 040 000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - D - 206405 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE, Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site web : www.brvm.org

## Crashes du 737 MAX

## Les plaintes d'actionnaires contre Boeing sont recevables

La justice américaine a estimé que les actionnaires de Boeing avaient raison de porter plainte contre l'avionneur, dans le cadre des défauts des 737 MAX.



La direction du constructeur aérien Boeing pourra faire l'objet de poursuites lancées par des actionnaires du groupe pour les crashes de deux 737 MAX en 2018 et 2019, ayant fait 346 morts, a estimé un juge américain. L'ensemble de la flotte de 737 MAX avait été cloué au sol durant près de 20 mois à partir de mars 2019, à la suite du crash de deux appareils, l'un appartenant à la compagnie indonésienne Lion Air en 2018, l'autre à Ethiopian Airlines en 2019. La décision judiciaire se base sur le fait que «la direction aurait dû tenir compte mais a choisi d'ignorer» une «alerte» concernant les systèmes de sécurité de l'appareil, connu sous l'acronyme MCAS, après le premier accident. «Les actionnaires

peuvent poursuivre la supervision du groupe menée par la direction», a estimé mardi le juge Morgan Zurn, qui a cependant rejeté deux autres demandes. Interrogé par la BBC, Boeing a expliqué «examiner les prochaines étapes».

## Plusieurs amendes

La décision, prise par une juridiction de l'État du Delaware, a rappelé que les vraies victimes des accidents restaient les personnes ayant perdu la vie et leurs proches, cependant «la législation sur les entreprises reconnaît un autre type de victimes: Boeing en tant qu'entreprise et ses actionnaires». Le groupe a dû payer des amendes élevées à la suite des deux crashes. En début d'année, Boeing a accepté de verser 2,5 milliards de dol-

lars (quelque 2,3 milliards de francs) d'amende pour mettre fin aux poursuites pénales concernant des accusations pour avoir trompé les autorités de régulation supervisant le 737 MAX. Le groupe a également accepté de payer en mai une autre amende de 17 millions de dollars et d'améliorer sa chaîne d'approvisionnement, ainsi que ses normes de production, après avoir installé des équipements non homologués dans plusieurs centaines d'appareils. Le 737 MAX n'a eu le droit de reprendre les airs que fin 2020 et le groupe a été fortement touché par l'effondrement du transport aérien du fait de la pandémie de Covid-19. Interrogé à l'AFP, le groupe s'est refusé à tout commentaire.

(AFP)

## Cryptomonnaies

## Une pub de Kim Kardashian fâche le gendarme britannique des marchés

Le gendarme britannique des marchés (FCA) tire la sonnette d'alarme : les publicités en ligne pour les cryptomonnaies doivent selon lui être mieux encadrées. Il a notamment pris en exemple une publicité de Kim Kardashian.

Les publicités pour les cryptomonnaies devraient être plus encadrées, même en ligne, a demandé lundi le gendarme britannique des marchés, la FCA, utilisant l'exemple d'un récent post Instagram de la vedette Kim Kardashian. Le secteur des cryptomonnaies attire investisseurs aguerris comme amateurs, alléchés par des performances spectaculaires. La première d'entre elles, le bitcoin, a ainsi vu son prix croître de plus de 400% en un an et s'échangeait pour plus de 50'000 dollars lundi, malgré une forte correction en milieu d'année.

## Kim K boursicoteuse

L'appétit des acheteurs peut être creusé par des publicités sur les réseaux sociaux, comme celle publiée par Kim Kardashian en juin pour la cryptomonnaie Ethereum-Max, «à ne pas confondre avec l'ethereum», deuxième plus importante cryptomonnaie au monde derrière le bitcoin, a souligné Charles Randell, patron de la FCA, lundi. Dans un post Instagram identifié comme une publicité rémunérée, la star de télé-réalité demandait à ses 250 millions d'abonnés: «Et vous, ça vous dit les cryptos??». «Je ne peux pas dire



si (l'Ethereum Max) est une arnaque», a reconnu Charles Randell dans son discours lors d'une conférence sur le crime financier, tout en remarquant qu'il s'agissait «d'un actif numérique créé un mois plus tôt par des développeurs anonymes». Selon lui, de nombreux cryptoactifs vantés par des «influenceurs» sur les réseaux sociaux se sont déjà avérés être des montages financiers vides. «Je veux être clair, ces actifs ne sont pas régulés par la FCA» ou couverts par les mécanismes qui protègent les investisseurs britanniques, a-t-il insisté: «Si vous en achetez, vous devez être prêts à perdre tout votre argent».

## Régulation compliquée

Cet exemple illustre le dilemme de la FCA et des régulateurs à travers le monde,

qui peinent à fixer des limites à un secteur des cryptomonnaies décentralisé et internationalisé. Fin juin, la FCA avait retiré à Binance, l'une des plus grandes plateformes d'échanges de cryptomonnaies au monde, l'autorisation de vendre des options ou des contrats à terme sur les cryptomonnaies depuis le Royaume-Uni. Si la plateforme a accepté d'afficher un message d'avertissement à ses utilisateurs britanniques, ces derniers peuvent toujours acheter des options, et la FCA a affirmé fin août considérer que Binance «ne peut pas être régulée avec efficacité». «Nous devons accepter qu'une régulation du monde numérique passe par une coopération internationale, avec des normes communes», a affirmé Charles Randell.

(AFP)

## Industrie

## Les farines animales font leur retour

Héritage de la crise de la vache folle, l'interdiction européenne de nourrir porcs et poulets avec des farines animales est sur le point d'être levée, sous condition.

Dès la semaine prochaine, il sera possible, en principe, de nourrir volailles et porcs avec des «protéines animales transformées» (PAT), selon un texte publié le 18 août au «Journal officiel» de l'Union européenne. Et ce, deux décennies après l'interdiction européenne, en 2001, de toutes les farines animales destinées à l'élevage, dans la foulée de la crise de la «vache folle», qui a durablement traumatisé les consommateurs. Les poissons d'élevage et les animaux de compagnie pouvaient déjà être nourris avec ces farines, des parties de carcasses broyées (museaux, pattes, os...) issues d'animaux sains. L'interdiction reste valable pour les ruminants, herbivores: bovins, bien sûr, mais aussi chèvres

et moutons.

## «Un peu gore»

De fait, il ne s'agit pas d'un retour à la situation qui prévalait dans les années 1990, où les os de bovins malades, infectés ou morts étaient broyés pour nourrir des élevages de la même espèce - conduisant à la propagation de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), dont le variant humain, la maladie de Creutzfeldt-Jakob, pouvait se transmettre aux consommateurs. «À l'époque, les farines animales, c'était un peu «gore», car elles étaient fabriquées à partir de bêtes retrouvées mortes sur les fermes ou euthanasiées, mais 'on n'est plus du tout sur le même produit», décrit Christiane Lambert, la présidente de la Fédération des



• Certains craignent le retour du cannibalisme, à savoir nourrir des porcs avec de la farine animale issue de... porcs.

syndicats agricoles majoritaires européens (Copa) et du syndicat français FNSEA. À la tête d'une exploitation porcine dans l'ouest de la France, elle se dit prête à nourrir ses animaux avec des PAT, du moment qu'il y a une «rigueur absolue» dans les circuits d'approvisionnement. «Des conditions strictes devraient s'appliquer lors de la collecte, du transport et de la transformation de ces produits, et des échan-

tillons devraient être régulièrement prélevés et analysés afin d'éviter tout risque», selon le texte européen, basé sur les avis des agences sanitaires.

## Éviter tout cannibalisme

Sur proposition de la Commission européenne, la quasi-totalité des Etats membres ont donné, en mai, leur feu vert à cet assouplissement. L'Irlande et la France se

sont abstenues. En France, la situation reste en suspens, le ministère de l'Agriculture indiquant, vendredi, qu'il vient de demander un nouvel avis à l'agence sanitaire nationale pour «se positionner» sur le sujet. Dans un avis publié cet été, cette dernière recommandait de «respecter strictement» la règle de séparation des espèces, de l'abattoir jusqu'à la livraison chez l'éleveur. Il s'agit notamment d'éviter tout cannibalisme: ne pas donner à manger du cochon aux cochons.

## De quoi remplacer le soja brésilien?

Bruxelles et les professionnels mettent en avant que ces produits peuvent se substituer partiellement à l'importation de protéines végétales,

comme le soja brésilien. Un argument qui porte, en pleine flambée du prix des céréales et oléagineux. «Nos coûts, à 70%, c'est l'alimentation. Quand on peut chercher des gains, même des petits centimes, on va aller les chercher», déclare François Valy, président de la section porcine de la FNSEA. La réintroduction des farines animales «ne va pas se faire comme ça, en claquant des doigts», tempère Anne Richard, de l'interprofession française des volailles de chair. «Des tas de cahiers des charges interdisent les farines animales pour rassurer les consommateurs. Ce n'est pas immuable, mais le sujet n'a pas encore été discuté collectivement par les opérateurs.»

(AFP)

## Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	<a href="https://www.uneca.org">https://www.uneca.org</a>
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	<a href="http://global-industrie.com">global-industrie.com</a>
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	<a href="https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum">https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum</a>
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	<a href="http://europe.money2020.com">europe.money2020.com</a>
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	<a href="mailto:civilsociety@worldbank.org">civilsociety@worldbank.org</a>
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	<a href="https://rencontresafrika.org/">https://rencontresafrika.org/</a>
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IAIF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	<a href="https://www.africa.undp.org">https://www.africa.undp.org</a>
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	<a href="https://www.uneca.org">https://www.uneca.org</a>
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	<a href="https://ecotechquebec.com">https://ecotechquebec.com</a>

**HOROSCOPE** finance

**Bélier** Neptune en cet aspect sera un facteur de chance et de protection sur le plan pécuniaire. Mais attention : il rendra très naïf. N'accordez pas votre confiance sans réflexion, sinon vous seriez la proie idéale pour des escrocs.

**Taureau** Montrez-vous un peu plus prudent cette fois sur le plan financier. En effet, Mercure pourra provoquer des retards dans vos rentrées. Attention également, si vous devez prendre une décision financière importante : vous n'aurez pas les idées très claires, et mieux vaudra attendre un peu.

**Gémeaux** Vous pourrez compter sur de bons coups de pouce de la chance, et les circonstances vous seront particulièrement favorables pour réaliser des opérations lucratives. De plus, vous saurez faire preuve de rigueur et de sagesse dans la gestion de vos ressources, et vous consoliderez votre situation matérielle.

**Cancer** Les finances seront protégées, et votre situation matérielle ira en s'améliorant si vous acceptez de reconnaître vos erreurs passées. Ne vous acharnez pas sur des projets fumeux dans l'espoir de récupérer votre mise.

**Lion** Vous n'hésitez pas à prendre des risques financiers, dans l'espoir de développer plus rapidement votre situation. Cela devrait réussir, grâce aux influx toniques de Jupiter. Mais évitez de faire part de vos intentions à des personnes autres que vos conseillers ; "n'étales pas tes entrailles pour que les corbeaux s'en repaissent" (proverbe thaïlandais).

**Vierge** Bonjour les soucis d'argent ! Après une période faste, vous vous retrouverez à nouveau face à des problèmes pécuniaires. Cependant, en vous imposant des mesures d'économie draconiennes, vous limiterez les dégâts.

**Balance** La journée sera dangereuse et pleine d'embûches sur le plan financier. Une imprudence, un défaut de jugement, pourraient entraîner de lourdes pertes. Portez à vos affaires l'attention le plus soutenue possible ; contrôlez la gestion de votre budget et la tenue de vos livres comptables avec la plus grande sévérité.

**Scorpion** Vous serez exposé à certaines fluctuations financières : dépenses capricieuses, irrégulières, imprudentes même. Le désir de paraître ou d'éblouir pourra vous jouer de mauvais tours. Évitez les voyages coûteux susceptibles de grever votre équilibre budgétaire et dont il vous faudra longtemps pour vous remettre.

**Sagittaire** Les aspects négatifs de la Lune accentueront votre tendance à jeter l'argent par les fenêtres. Résistez à vos envies d'achat ou de jouer gros. Ne contractez des dettes sous aucun prétexte.

**Capricorne** Trois astres influençant le secteur argent pourront par moments vous jouer des tours. Vous aurez donc intérêt à rester vigilant et à ne pas vous lancer dans des dépenses trop importantes. Si vous vous montrez raisonnable, Saturne vous inclinera à rééquilibrer votre budget, voire à vous lancer dans des investissements rentables.

**Verseau** Cette position de Mercure vous vaudra un certain courant de chance sur le plan financier. Ce sera le moment de prendre des initiatives : vous serez bien inspiré et ferez les bons choix.

**Poissons** Saturne en cet aspect pourra vous aider à nettement améliorer votre niveau de vie ou, au contraire, menacer sérieusement votre équilibre budgétaire. L'essentiel sera de garder la tête froide. Si vous restez lucide et parvenez à vous adapter à la réalité sans croire au Père Noël, vous aurez des comptes positifs. Sinon, vos mauvais choix pourraient vous placer dans une situation délicate.

**L'économiste** du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)Site web: [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

**Administrateur Général**

Léonard DOSSOU

**Administrateur délégué**

Anicet Carlos Oké

**Directeur de publication**

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

**Rédacteur en chef**

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

**Chef d'édition**

Yves K.ADJANOUVI

**Rédacteurs**

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

**Direction commerciale**

Madje Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

**Correcteur**

Michel Yao AYEVA

**Graphiste**

Giséle NOUDAÏKPON

**Imprimerie**

J.C. Inter press

Tirage: 5000



**COMMISSION DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE**  
**Projet d'Assistance Technique du Don IDA pour le Financement du Logement**  
**Abordable dans l'espace UEMOA (PFLA - UEMOA)**

**Don IDA N°D236-3W**

**Appel à manifestation d'intérêt pour la constitution d'une base de données de**  
**consultants Experts suivant les domaines d'activités du Projet d'Assistance**  
**Technique pour le Financement du Logement Abordable dans l'espace UEMOA**  
**(PFLA - UEMOA)**

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA), a reçu de l'Association Internationale de Développement (IDA) un Don au profit du Projet d'Assistance Technique pour le Financement du Logement Abordable dans l'espace UEMOA (PFLA - UEMOA).

Dans le cadre de son appui pour la réalisation de ses activités, le PFLA souhaite constituer un répertoire des experts dans plusieurs de ses domaines d'interventions pour des missions en rapport avec ses activités ou ses sous- composantes

Les Experts qui seront retenus, après évaluation de leurs dossiers, fourniront leurs prestations à titre de consultants individuels dans le cadre d'une activité planifiée par le projet, se référant aux différents domaines d'activités en lien avec le projet urbain, et ce, aux conditions du PFLA à travers le contrat relatif aux services d'un prestataire individuel.

L'objectif de ce processus est de constituer une base de données des experts/consultants qualifiés dans les différents domaines ingénierie, architecture, urbanisme, paysage, géographie afin de pouvoir les mobiliser rapidement, pour des missions ponctuelles, sur une ou plusieurs activités à venir du projet pour la période 2021- jusqu'à la fin du projet PFLA UEMOA.

Pour une mission spécifique, dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le projet enverra une lettre d'invitation et des termes de référence au minimum à trois (3) Consultants individuels selon le besoin, identifiés dans la base de données pour que ces derniers puissent leur soumettre à nouveau leurs CV actualisés et au besoin une proposition technique et financière.

Les termes de référence, envoyés avec la lettre d'invitation fourniront les informations nécessaires quant à : la description et l'objectif de l'activité concernée ; la prestation et les livrables attendus ; la durée et le calendrier de la mission ; le lieu d'exécution, le profil recherché

L'appel à manifestation d'intérêt s'adresse aux consultants individuels et la participation est ouverte à toutes les personnes ayant des compétences requises. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine rappelle que les consultants Experts qui travaillent déjà avec elle, qu'ils ne sont pas exemptés de cette formalité et qu'ils devront produire les mêmes dossiers.

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé au bureau de l'assistante du Projet à la porte 130 au 1er étage au complexe Administratif Ouaga 2000 de la Commission de l'UEMOA du lundi au vendredi, de 07 H 30 mn à 12 H 30 mn et de 13 H 30 mn à 16 H 30 mn **du 19 août au 10 septembre 2021** A portant la mention « Manifestation d'intérêt pour inscription dans le répertoire des prestataires intellectuelles du « Projet d'Assistance Technique du Don IDA pour le Financement du Logement Abordable dans l'espace UEMOA (PFLA - UEMOA) » Ou par emails aux adresses suivantes : [sesawadogo@uemoa.int](mailto:sesawadogo@uemoa.int); [pmseck@uemoa.int](mailto:pmseck@uemoa.int); [aktworou@uemoa.int](mailto:aktworou@uemoa.int).

En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la Commission ne peut être tenue responsable de la non réception de l'offre transmise par le soumissionnaire.

**Nationalité**

Les candidats doivent être ressortissants de l'un des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

**Zone d'intervention**

Benin  
 Burkina Faso  
 Côte d'Ivoire  
 Guinée- Bissau  
 Mali  
 Niger  
 Sénégal  
 Togo

NB : Chaque candidat devra préciser la ou les zones d'interventions qu'il souhaite postuler.

**Domaine de compétences recherchées**

- Architecture
- Urbanismes
- Aménagement du territoire
- Gestion foncière
- Ponts et chaussée
- Et toutes autres compétence en relation avec le logement abordable

**QUALIFICATION**

<b>Formation</b>	➤ Etre titulaire d'un diplôme en Urbanisme, en Aménagement du Territoire, en géographie ou tout diplôme approprié en relation avec le domaine de logement, de l'habitat et du cadre de vie
<b>Expérience</b>	➤ Avoir au minimum 02 années d'expérience professionnelle dans le domaine de l'urbanisme opérationnel/ habitat avec une bonne connaissance des outils de techniques de gestion des projets ; ➤ Avoir 02 années minimum d'expérience spécifique en agence d'architecture ou d'urbanisme, en opération d'aménagement ou d'urbanisme auprès des collectivités territoriales, des services d'urbanisme en charge du logement, de l'habitat, du cadre de vie.
<b>Compétence</b>	➤ Faire preuve d'une capacité de synthèse pour la rédaction de notes techniques ; ➤ Avoir des aptitudes à communiquer, à conduire des réunions et à animer des ateliers et séminaires de formation. Etre capable de travailler sous pression. ➤ Maitrise les outils de planification de Projet de type MSPProject... ➤ Pratique des outils de microsoft de traitement de texte :word, Excel... et de traitement d'image et de dessin : illustrator, photoshop,indesign ... seraient un atout
<b>Langues requises</b>	➤ Avoir une connaissance parfaite du français (oral et écrit), et des connaissances de base en anglais ou en portugais.

**Documents Constitutifs de l'offre :**

Les candidat(e)s devront soumettre une offre qui comprendra les documents suivants :

Documents	Description
Lettre de motivation	Une lettre de motivation décrivant pourquoi vous pensez être le meilleur candidat par rapport à ces missions décrites ci-dessous
Curriculum	Votre curriculum à nous transmettre en y incluant surtout votre expérience des missions similaires et indiquant au moins trois (3) personnes de références.
Attestation de services rendu	- Joindre les attestations/certificats des expériences similaires à cette mission - Fournir un tableau reprenant les noms des projets/activités, durée de la mission, domaine d'intervention, nom du client
Diplômes	Transmettre une (les) copies du (des) vos diplômes et autres certificats des formations.

**Evaluation**

Critères	Points
Diplômes requis	40
Expériences avérées	50
Langue française parlée et Connaissance de zone d'intervention	10

Seront jugés qualifiés, les dossiers qui obtiendront au moins 70% de la note maximale de 100 points :

Le/la Consultant (e) avec une note d'au moins 70% seront enregistrés dans la base des données du PFLA par domaine d'activité.

NB : Cet avis a manifestation d'intérêt est une relance

**Papa Madlaw SECK**

## Economie maritime

## Le port de pêche de Lomé fait peau neuve

De la production de glace au service comptable et administratif en passant par le contrôle sanitaire, les services des statistiques et le service de maintenance sans oublier le marché aux poissons, tous ces compartiments du port de pêche de Lomé affiche aujourd'hui peau neuve suite à la réfection opérée par les autorités.



● Nicole ESSO

D'un coût total d'un milliard de FCFA, le nouveau Port de pêche de Lomé, est désormais au complet avec les nouvelles infrastructures inaugurées courant avril 2021. Le nouveau port de pêche de Lomé dispose de nombreux services et équipements qui le rendent moderne et pratique. Au niveau du service de production de glace, deux machines de dernière génération dotées d'une capacité de cinq tonnes par jour, fournissent de la glace pour les besoins des pêcheurs. La glace est indispensable pour une meilleure conservation du poisson quand on sait que les pêcheurs font deux à trois jours sur mer avant de rentrer avec leurs cargaisons. Le service de contrôle sanitaire veille à la qualité du poisson ramené par les pêcheurs. Sa mission consiste à analyser le poisson. S'il s'avère qu'il est avarié et impropre à la consommation, le contrôle sanitaire du port de pêche de Lomé retire ce type de poisson du marché. Le service des statistiques établit les statistiques quotidiennes qui révèlent les tendances des pêches de capture, y compris leurs aspects socio-économiques. Ce service produit en fin d'année, des statistiques nationales : une démarche clé pour une saine politique de développement, une meilleure prise de décision et

une gestion responsable des pêches. Quant au service maintenance est chargé de vérifier le bon fonctionnement des machines au port de pêche et répare les pannes éventuelles du matériel utilisé par les pêcheurs. Il surveille surtout les machines de production de glace. Le service comptable et administratif est responsable de la vente des tickets au port de pêche et des différentes opérations bancaires. Le chef comptable et administratif collabore avec les caissiers et les vendeurs de tickets. Ensemble, ils veillent au respect des règles prescrites par la direction générale du Port de Lomé pour une gestion rigoureuse des lieux.

## Le Marché aux Poissons

Le Marché au Poisson est une structure moderne qui a pour vocation première de conserver et vendre du poisson frais durant les douze mois de l'année. Il fournit les revendeurs des marchés locaux et nationaux qui pourront s'y approvisionner puisque les poissons seront désormais débarqués et traités dans un environnement adéquat, répondant aux normes sanitaires internationales. Au Togo, le Port de Pêche de Lomé fournit annuellement 25 000 tonnes de poissons et contribue à 4,5% du Produit Intérieur Brut (PIB) primaire. Le secteur

de la pêche emploie plus de 22 000 acteurs. La santé du personnel dans le traitement des produits halieutiques est indispensable. A cet effet le gouvernement a doté le port de pêche d'une infirmerie composée de deux salles de prise en charge pour les premiers soins. Des latrines publiques y ont été construites pour répondre aux besoins de salubrité. Un système d'éclairage public adéquat, et surtout, une voie moderne liant la Route Nationale Numéro 2 (la RN 2) au nouveau Port de Pêche ont été mises en place. Les boutiques de vente d'articles de pêche, les ateliers de réparation de moteurs hors-bord, les magasins d'entreposage des engins de pêche et les boxes pour les mareyeuses, complètent la liste des nouvelles installations. Ces ouvrages offrent un meilleur avenir à la pêche togolaise. Inauguré par le Chef de l'Etat Faure Essozimna GNASSINGBE le 24 avril 2019, le nouveau Port de pêche de Lomé et ses structures complémentaires s'inscrivent dans l'axe 2 du Projet National de développement (PND). Ce port de pêche a pour vocation d'offrir un cadre moderne (voirie moderne, infirmerie, marché, éclairages publics, boutiques de vente d'articles de pêche, ateliers de réparation, magasins d'entreposage des engins de pêche et différents services) aux différents acteurs de la pêche au Togo.

## Insécurité

## Des braqueurs appréhendés

La Gendarmerie nationale a mis la main sur une dizaine de personnes impliquées dans plusieurs baraques et cambriolages commis dans des maisons à Lomé ainsi qu'à la mairie d'Agoè-Nyivé 6 et dans une société de commerce à Légbassito entre juillet et août 2021.

Eyram AKAKPO

Ils sont au total 13 individus, dont 6 togolais, 4 nigériens et 3 béninois à se retrouver dans les mailles de la gendarmerie nationale. Présentés comme des membres appartenant à un vaste réseau de malfaiteur, ces hors la loi ont réussi à emporter chez leurs victimes, d'importantes sommes d'argent et des biens matériels au cours de leurs forfaitures. « Les perquisitions menées ont permis de saisir 1 pistolet automatique avec son chargeur vide au domicile des nommés M-M. Lawrence Chisom et V. Michael Evra dont ils estiment appartenir à un certain AKWA Prince en fuite. Aussi, 1 ordinateur portable comportant les données de la commune Golfe 6, 2 machettes ainsi qu'un téléphone portable comportant des photographies de joints de cannabis au domicile du nommé A. Kossi Pascal », indique la gendarmerie. Les interpellations et la poursuite des investigations ont permis



à la gendarmerie de remonter certains faits à Langa-bou dans la préfecture de Blitta, et de mettre la main sur trois autres braqueurs. « Le mode opératoire de ces groupes consiste soit, à faire irruption dans les maisons d'habitation ou de commerce cagoulés, tenir en respect leurs victimes à l'aide d'armes, les dépouiller de leurs biens avant de prendre la fuite à dos de motos sans plaques d'immatriculation ; soit à pénétrer de nuit et par effraction dans lesdits locaux pour commettre des vols, soit encore à envoyer comme

appât et guetteur respectivement dame A. Ami, épouse A. Abel en fuite et son petit frère A. Yaovi. La première se faisant draguer, reconnaît l'intérieur de la maison voire la chambre de la victime pour informer son époux tandis que le second donne les informations sur les lieux qu'il visite à son beau-frère en se faisant passer pour un client », a souligné la gendarmerie. A en croire les forces de sécurité, certains membres du réseau en fuite, sont activement recherchés.

## Real Madrid

## Eduardo Camavinga explique son choix

Officiellement présenté comme nouveau joueur de la Casa Blanca, l'ancien Rennais a expliqué son choix, avant de dévoiler une partie de ses objectifs.

Arrivé à Madrid, Eduardo Camavinga (18 ans) a vécu ses premiers instants en tant que nouveau Madrilène. Ce matin, l'ancien milieu de terrain du Stade Rennais a passé avec succès sa visite médicale, avant d'effectuer son tout premier entraînement avec ses nouveaux coéquipiers. Ensuite, place aux actes officiels. Le numéro 25 de la Casa Blanca s'est présenté dans le salon d'honneur du centre d'entraînement de Valdebebas, avant de filer en conférence de presse, accompagné d'Emilio Butragueño. Face aux médias, le jeune Français a commencé par expliquer les raisons qui



l'ont poussé à dire oui au Real Madrid. « Je suis très heureux d'être ici. Je vais essayer de tout donner pour ce club. Au moment où j'ai su que j'allais jouer au Real Madrid, toute ma famille était heureuse. J'ai pensé à ma famille, à tous les problèmes que nous avons eus, c'est génial d'être ici. Je suis très heureux, c'est l'un des plus beaux jours de ma

vie, comme quand j'ai fait mes débuts avec la France. Ça s'est fait dans les derniers instants du mercato, mais je ne vous dirais pas avec qui j'ai parlé. Quand je savais que j'allais venir ici, je savais que j'allais m'épanouir et jouer avec de grands joueurs. Le premier facteur (de son choix), ce n'est pas l'argent, c'est le plaisir. Réaliser un rêve que j'avais depuis tout petit. Quand j'ai su que je pouvais signer au Real Madrid, je n'ai pas réfléchi à deux fois. C'était un choix réfléchi même si ma saison dernière a été moyenne ».

Avec footmercato.net

## Baromètres Togo

## Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



# AFRICA CEO FORUM

*Shaping the future of Africa*

## DIGITAL EDITION

du 28 au 30 septembre 2021

# Participez à l'événement de référence du secteur privé africain

### INSCRIPTION ET PROGRAMME

[www.theafricaceoforum.com](http://www.theafricaceoforum.com)

CO-HOST



ORGANISATEUR

